COMPTE RENDU de SEANCE du CONSEIL MUNICIPAL du 27 novembre 2024

Par suite d'une convocation en date du 15 novembre 2024 les membres composant le Conseil Municipal de la commune de Saint-Dézéry se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal à 18h30, sous la présidence de Monsieur Bernard **DAILCROIX**, Maire de la commune.

Présents : Bernard **DAILCROIX**, Jacques **DUCLOS**, Jean-Pierre **GRASSET**, Evelyne **JANIN**, Cyrielle **JANNIN**, Willy **TROUIN**, Manuela **VARGAS**

Absents représentés : Sabine **CLEIZERGUES** procuration à Evelyne **JANIN**

Absents : Jany **DURAND**

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L. 2121-7 du Code général des collectivités territoriales.

La séance est ouverte à 18h30. Le président ayant ouvert la séance et fait appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, à l'élection d'un ou d'une secrétaire pris dans le sein du Conseil Municipal. Cyrielle **JANNIN** est désignée secrétaire de séance.

Après lecture, le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du 9 octobre 2024 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire propose de rajouter à l'ordre du jour le point suivant :

- **Projet de délibération à soumettre au CST concernant la modification du régime indemnitaire des employés communaux, rajout de la catégorie B pour le service administratif et pour le service technique**

Accord à l'unanimité du Conseil Municipal pour rajouter ce point à l'ordre du jour.

Alimentation électrique de la nouvelle station d'épuration

Monsieur le Maire expose le projet envisagé par le SIVOM de Collorgues pour les travaux d'alimentation électrique de la future station d'épuration.

Ce projet s'élève à 25 000€ HT soit 30 000 € TTC.

Les travaux seraient réalisés par le SMEG (Syndicat Mixte d'Electricité du Gard).

En effet, conformément à ses statuts et aux règlements en vigueur, le SMEG réalise des travaux électriques sur le territoire des communes adhérentes qui ont transféré la maîtrise d'ouvrage de leurs travaux d'électricité.

Le projet de construction et d'aménagement envisagé est à vocation d'Installation publique collective et il convient que le Conseil Municipal délibère pour déclarer que l'équipement à raccorder présente un caractère exceptionnel.

Le Conseil Municipal

- considérant la nécessité de créer les réseaux électriques pour la desserte de la future station d'épuration, propriété de la Régie du SIVOM de Collorgues,
- considérant la situation isolée de ce projet dans une zone naturelle de la commune,
- considérant la vocation d'Installation publique collective et le caractère exceptionnel de ce projet,
- vu l'article L332-8 du Code de l'Urbanisme,

approuve à l'unanimité le projet d'alimentation en électricité de la future station d'épuration, dont le montant estimatif s'élève à 25 000 € HT soit 30 000 € TTC. Le coût sera pris en charge par le bénéficiaire (SIVOM de Collorgues) et le SMEG, sous réserve de la décision d'attribution.

Et décide de déclarer l'équipement à raccorder, propriété de la Régie du SIVOM de Collorgues, comme exceptionnel, en application de l'article L332-8 du Code de l'Urbanisme, pour le financement de sa desserte en électricité.

Approbation du rapport de la CLECT suite à l'adhésion de la commune de Castillon du Gard à la Communauté de Communes Pays d'Uzès (CCPU)

En préambule au vote de cette délibération, Monsieur le Maire rappelle que le rôle principal de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) est de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et établissements publics de coopération intercommunale.

Une CLECT s'est tenue le 24 octobre 2024 et s'est prononcée sur un montant d'attribution de compensation pour la commune de Castillon du Gard qui a rejoint la CCPU au 1er janvier 2024.

La procédure prévoit une adoption du rapport de la CLECT par au moins les deux tiers des conseils municipaux des communes membres de la CCPU, lesquels doivent représenter plus de la moitié de la population totale de celle-ci. Il reviendra ensuite au Conseil Communautaire de fixer définitivement l'attribution de compensation de la commune de Castillon du Gard en tenant compte du rapport qui propose une attribution de compensation d'un montant de 180 111,55 €.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le rapport de la CLECT concernant l'attribution de compensation à la commune de Castillon du Gard.

Devis église travaux de mise en place des tirants

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les deux études menées par le bureau d'études techniques Mouton (BETM) sur le problème de la voûte de l'église et les moyens d'y remédier.

Deux entreprises ont été consultées pour la mise en place des tirants comme cela était préconisé par le bureau d'étude.

- LAITHIER (Uzès) a fait parvenir un devis qui s'élève à 26 891 HT soit 29 580,10€ TTC
- GUIGON David (Saint-Dézéry) en association avec L'atelier La Forge de Patrick Hermet (Saint-Dézéry) pour la fabrication des tirants ont soumis en devis pour un total de 8 050€ (aucune des deux entreprises n'est soumise à la TVA) se décomposant comme suit :
 - Pose des tirants et reprise des fissures : 5 850€ HT par GUIGON David
 - Fabrication des tirants et fournitures : 2 200€ HT par L'Atelier La Forge de Patrick HERMET

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de confier les travaux de pose de tirants dans l'église communale à l'entreprise David GUIGON avec comme sous-traitant L'atelier La Forge de Patrick Hermet pour un montant total de 8 050€ TTC.

Choix d'une banque pour l'emprunt FCTVA travaux d'aménagement de la RD 120/ Route de Valence

Monsieur le Maire expose que dans le cadre des travaux de l'aménagement de la RD 120 / Route de Valence il est possible d'effectuer un emprunt à court terme pour le montant de la TVA, ce qui permettrait d'avoir une petite avance de trésorerie. Le capital sera remboursé au bout de 3 ans au moment où le remboursement du FCTVA sera effectif.

Des propositions de prêt ont été demandées à 3 banques pour emprunter un capital de 95 000€ sur 3 ans avec un remboursement trimestriel.

A la Banque Postale :
Taux d'intérêt 3.950%
Frais de dossier 190.00€
Sur 3 ans

A la Caisse d'Epargne :
Taux d'intérêt 3.07%
Frais de dossier 190.00€
Sur 3 ans

Au Crédit Agricole :
Taux d'intérêt 3.11%
Frais de dossier 190.00€
Sur 2 ans uniquement

Le Conseil Municipal se prononce à l'unanimité pour la proposition de la Caisse d'Epargne et autorise Monsieur le Maire à contracter cet emprunt.

Dans la cadre du PLU réalisation d'une étude hydraulique pour les parcelles communales et voisines.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre de l'élaboration du PLU communal, une réunion des Personnes Publiques Associées (PPA) s'est tenue en mairie le 05 novembre dernier.

Il expose également que les parcelles cadastrées AC 513, 514, 59, 506 et 52 qui appartiennent pour partie à la commune et qui sont situées dans le périmètre à urbaniser sont classées dans une zone qualifiée de potentiellement inondable par ruissellement à travers un outil de qualification cartographique appelé EXZECO. Cet outil s'appuie sur l'analyse des bassins versants.

Les acteurs institutionnels présents lors de la réunion des PPA ont rappelé que la réalisation du PLU impose que soit affinée la mesure des risques dans les zones identifiées "à ruissellement" par une étude hydro géomorphologique du ruissellement. Celle-ci déterminera sous quelles conditions ces parcelles, actuellement comprises dans le périmètre de l'étude Exzeco, pourraient être exondées et sous quelles conditions elles pourraient être constructibles.

La municipalité a choisi de consulter un seul bureau d'études, réputé avoir les compétences et les outils de mesure appropriés : le bureau d'études CEREG qui a fait parvenir une proposition comprenant deux tranches :

- Une tranche ferme à 11 925€ HT soit 14 310€ TTC de caractérisation de l'aléa de ruissellement par modélisation hydraulique 2D
- Une tranche optionnelle à 4 525€ HT soit 5 430€ TTC de définition des mesures d'exondement

Le Conseil Municipal :

- **se prononce à l'unanimité pour la réalisation d'une étude hydraulique par modélisation 2D à confier au cabinet Cereg Ingénierie et se prononce pour débiter le plus rapidement possible par la tranche ferme prévoyant la caractérisation de l'aléa de ruissellement pour un montant de 11 925€ HT soit 14 310€ TTC**
- **dit que la tranche optionnelle de définition des mesures d'exondement pour un montant de 4 525€ HT soit 5 430€ TTC ne sera activée que si le risque de ruissellement est confirmé.**
- **autorise Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette étude.**

Projet de délibération : Instauration du régime indemnitaire pour la catégorie d'emploi des agents de maîtrise (catégorie C) et pour la catégorie d'emploi des rédacteurs (catégorie B).

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la volonté du gouvernement de revaloriser le métier de secrétaire de mairie des communes de moins de 2000 habitants. Elles doivent désormais être appelées « secrétaires générales de mairie ». Un arrêté de nomination a été pris en ce sens pour Cécile TURION qui exerce ces fonctions depuis 2012 à la Mairie de Saint Dézéry.

La loi du 30 décembre 2023 prévoit en outre de faciliter la promotion interne des secrétaires générales qui exercent leurs fonctions depuis plus de 4 ans (quelle que soit la quotité du temps de travail). Ces dernières peuvent ainsi bénéficier d'ici le 31 décembre 2027 d'une promotion au choix en catégorie B sans quota.

Le Centre de Gestion du Gard a donc lancé une campagne de promotion dérogatoire réservée aux seules secrétaires générales de mairie en août dernier, le dossier de Mme TURION y a été inscrit. La liste d'aptitude doit être publiée le 1^{er} décembre prochain.

Il conviendra alors de créer un poste de catégorie B Rédacteur ou Rédacteur Principal 2^{ème} Classe (car Mme TURION avait au préalable à cette promotion interne exceptionnelle déjà déposé un dossier de promotion interne au titre de Rédacteur Principal 2^{ème} classe suite à la réussite d'un examen professionnel en 2022).

Toutefois, afin d'anticiper ce passage en catégorie B, il convient de compléter la délibération prise en Conseil Municipal du 9 novembre 2017 fixant les modalités de mise en œuvre du régime indemnitaire RIFSEEP accordé aux agents et qui ne prévoit pas de versement de prime pour des agents de catégorie B, cette catégorie ne comprenant aucun personnel à l'époque au sein de la commune.

De la même manière et en anticipant il convient de prévoir d'ores et déjà la catégorie B des agents de maîtrise qui pourrait être le prochain grade d'avancement de Jérôme DUVAL.

Un projet de délibération a été préparé tel que ci-dessous. Il sera soumis si le Conseil Municipal en est d'accord à l'approbation du Comité Social Territorial auprès du CDG30 avant d'être validé définitivement par le Conseil Municipal.

Projet de délibération :

Considérant qu'il convient d'instaurer au sein de la commune, conformément au principe de parité tel que prévu par l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions de sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour la catégorie C cadre d'emploi des Agents de maîtrise et pour la catégorie B cadre d'emploi des rédacteurs, non prévues dans la précédente délibération.

Considérant que ce régime indemnitaire se compose :

- *D'une part de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent, qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire.*
- *Et d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent et à son engagement professionnel*

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'il appartient à l'organe délibérant de définir le cadre général de l'instauration de ce régime indemnitaire, dans les conditions et les limites fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Le Maire propose à l'assemblée délibérante de créer le RIFSEEP pour les agents de la catégorie B Rédacteur et Agent de maîtrise et d'en déterminer les critères d'attribution selon les mêmes modalités que précédemment

Il Propose au conseil municipal d'adopter les dispositions suivantes :

• Article 1 : dispositions générales à l'ensemble des filières

Cadre général :

Il est instauré au profit des cadres d'emploi, visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE) ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnels des agents.

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emploi concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les critères suivants :

- *Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;*
- *Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;*
- *Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.*

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

Les bénéficiaires :

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué :

- *Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, non complet et à temps partiel.*

Modalités d'attribution individuelle :

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

Conditions de cumul :

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctionnaires et à la manière à servir.

En conséquence, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec l'IAT et l'IEM

- **Article 2 : mise en œuvre de l'IFSE : détermination des groupes de fonctions et des montants maxima**

Conditions de versement :

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel

Condition de réexamen :

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions ;
- A minima tous les 4 ans maximum, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite d'un concours.

Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Conditions d'attribution :

Bénéficieront de l'IFSE :

La filière administrative cadre d'emploi des rédacteurs catégorie B.

Groupe 1 : secrétariat de mairie, responsable de service, gestionnaire comptable, chef d'équipe

Plafond annuel : 17 480€

Groupe 2 : adjoint au responsable de la structure, fonctions de coordination et de pilotage

Plafond annuel : 16 015€

Groupe 3 : poste d'instruction avec expertise, assistant de direction :

Plafond annuel : 14 650€

La filière technique cadre d'emploi des Agents de maîtrise catégorie C

Groupe 1 : chef d'équipe, responsable de service

Plafond annuel 11 340€

Groupe 2 : Agent d'exécution

Plafond annuel : 10 800 €

Modulation de l'IFSE du fait des absences :

- En cas de congés annuels, de maternité ou d'adoption et de congé paternité l'IFSE est maintenue dans son intégralité.
- En cas de congé de maladie ordinaire, de congé pour maladie professionnelle ou accident de service, accident du travail l'IFSE est maintenue dans son intégralité
- En cas de congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie le RIFSEEP est suspendu

- **Article 3 : mise en œuvre du CIA : détermination des montants maxima du CIA par groupes de fonctions**

Cadre général :

Il est instauré au profit des agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir : le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié par l'agent.

Conditions de versement :

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel.

Ce versement n'est pas obligatoirement reconductible d'une année sur l'autre.

Prise en compte de l'engagement professionnel des agents et de la manière de servir :

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA sont appréciés au regard des critères suivants :

- *L'investissement*
- *La connaissance de son domaine d'intervention*
- *Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste*
- *L'implication dans les projets du service, la réalisation d'objectifs...*
- *Et plus généralement le sens du service public*

Conditions d'attribution :

Le CIA pourra être attribuée aux agents relevant du cadre administratif catégorie C :

La filière administrative cadre d'emploi des rédacteurs catégorie B.

Groupe 1 : secrétariat de mairie, responsable de service, gestionnaire comptable, chef d'équipe

Plafond annuel : 2 380€

Groupe 2 : adjoint au responsable de la structure, fonctions de coordination et de pilotage

Plafond annuel : 2 185€

Groupe 3 : poste d'instruction avec expertise, assistant de direction :

Plafond annuel : 1 995€

La filière technique cadre d'emploi des Agents de maîtrise catégorie C

Groupe 1 : chef d'équipe, responsable de service

Plafond annuel 1 260€

Groupe 2 : Agent d'exécution

Plafond annuel : 1 200 €

Le montant individuel versé à chaque agent est compris entre 0 et 100% de ce montant maximum.

Modalités de Maintien ou de suppression

- *En cas de congés annuels, de maternité ou d'adoption et de congé paternité l'IFSE est maintenue dans son intégralité.*
- *Congés maladie ordinaire, accident de service et maladie professionnelle le CIA sera maintenu puis diminué et recalculé au-delà de 15 jours ouvrés d'absence.*
- *En cas de congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie le RIFSEEP est suspendu*

● Article 5 : date d'effet

La présente délibération prendra effet au

Le montant individuel de l'IFSE et du CIA sera décidé par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir ouï son Maire et après en avoir délibéré valablement, à l'unanimité des membres présents ou représentés décide : :

- *D'instaurer l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus*
- *D'instaurer le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus*
- *Que les crédits correspondants seront inscrits chaque année au budget.*

Le Conseil Municipal à l'unanimité se prononce pour le projet de délibération tel que rédigé prévoyant l'instauration du régime indemnitaire pour les cadres d'emploi de rédacteur et d'agent de maîtrise de catégorie B. Après avis du CST il reviendra à l'assemblée communale de délibérer définitivement.

Questions diverses

- Subventions aménagement Route de Valence/ RD 120 :

Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux des subventions d'ores et déjà acquises pour les travaux d'aménagement de la RD 120/ Route de Valence. Ce sont les subventions demandées au Conseil Départemental pour un montant de 224 552.00€ pour l'aménagement et la réfection de la chaussée auxquelles il faut ajouter 22 448.75€ pour le pluvial.

- Affaire DUSSAUD CUB 03024822R0006 :

Monsieur le maire rend compte au Conseil Municipal du contentieux avec Romain Dussaud à propos du refus d'une demande concernant la construction d'une maison d'habitation sur la parcelle AB 318

Le tribunal administratif de Nîmes dans un jugement rendu le 19 novembre 2024 l'a débouté de toute ses demandes (comme lors de procédure précédente) et condamné à payer des frais de justice à hauteur de 1200€

- Vœux du Maire :

Les vœux du maire se dérouleront le 10 janvier 2025 à 19h. Mme JANIN est en charge de contacter un traiteur.

- Cadeau aux personnes de plus de 80 ans :

Une discussion s'engage sur la reconduite du panier garni offert depuis quelques années aux habitants de Saint Dézéry âgés de 80 ans et plus. In fine et afin de renouer du lien social il est décidé d'offrir un cadeau d'un coût un peu moindre (type boîte de chocolats) en fin d'année 2024 et d'organiser courant janvier 2025 une galette des rois dans la salle communale de l'école. Il faudra fixer la limite d'âge pour cette animation en fonction du nombre de personnes concernées et des places disponibles dans la salle. Ce goûter serait organisé le 25 janvier 2025 à 15h.

Plus rien ne restant à l'ordre du jour, la séance est levée à 19h30.

La Secrétaire

Le Maire